

SUISSE**Scénarios pour cet automne**

Les Cantons et Berne s'écharpent sur la gestion de la pandémie

Qui doit faire quoi en cas de nouvelle flambée du Covid en automne? Voici les points qui coïncident avant la décision du Conseil fédéral.

Arthur Grosjean

AN-TI-CI-PER. C'est le mot d'ordre à la Confédération et dans les cantons. Alors que l'épidémie recule et que les hospitalisations baissent, il s'agit maintenant d'échafauder à l'avance un plan de bataille pour savoir qui fait quoi quand le virus reviendra cet automne. Histoire de ne pas répéter les cafouillages qu'il a pu y avoir par le passé.

Le Département fédéral de la santé a présenté aux Cantons sa solution. Il a d'abord esquissé les quatre scénarios possibles pour cet automne. Ça va d'une vague épidémique faible, qui ne nécessite aucune mesure contraignante, à une vague forte due à l'apparition d'un nouveau virus dangereux.

Ce qu'il faut retenir du plan fédéral, c'est qu'il remet largement les clés de la gestion de la pandémie aux Cantons. À eux d'agir en cas de rebond, de prendre des mesures contraignantes si besoin, comme l'obligation de porter le masque dans les lieux clos ou de limiter les capacités dans les commerces ou dans les manifestations.

La consultation des Cantons s'est terminée vendredi, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne suscite pas l'enthousiasme des Cantons. Pourquoi? Parce qu'on considère que la Confédération se tire un peu des flûtes en se retirant largement de la gestion de la pandémie.

«Ça n'a aucun sens qu'un Canton décrète l'interdiction d'aller au restaurant ou l'obligation du port du masque dans les transports publics si le Canton voisin fait autrement, explique Adrien Bron, directeur de la Santé publique genevoise. On l'a vu par le passé. Il serait plus efficace, même en situation normale, que le Conseil fédéral puisse imposer l'exécution uniforme d'une mesure sur le territoire, comme le permet la loi sur les épidémies.»

«Qui commande paie»

Le Canton de Vaud estime aussi que la Confédération devrait garder la main sur les règles de mise à l'isolement et en quarantaine ou sur les limitations de fréquentation dans des manifestations. Et si l'on exige des Cantons une réserve de lits dans les hôpitaux en cas de coup dur, alors il faudrait aussi que la Confédération sorte son porte-monnaie, selon le principe de «qui commande paie».

La Conférence des directeurs cantonaux de la santé (CDS) enfonce le clou. «Nous divergeons sur le moment de l'épidémie où la Confédération doit reprendre le lead, relève son secrétaire général Michael Jordi. Pour le Conseil fédéral, ce serait uniquement lors d'une vague encore plus grave que tout ce que nous avons déjà connu. Ce n'est pas satisfaisant.» Il attire aussi l'attention sur le désengagement de la Confédération sur les plateformes informatiques qui ont aidé à gérer la pandémie, comme Onedoc.

Pourquoi la CDS ne coordonnerait-elle pas la lutte contre l'épidémie? «Parce que nous n'avons ni les moyens ni le pouvoir d'imposer quoi ce soit aux Cantons, répond Michael Jordi. Chaque Conseil d'État tranche sur les mesures contraignantes à prendre. Et pas simplement le responsable cantonal de la Santé.»

À la Confédération, on se dit agacé par les critiques des Cantons. Un cadre nous confie anonymement: «Quand le Conseil fédéral prend les choses en main, les Cantons nous accusent rapidement d'avoir un comportement dictatorial. Quand on leur donne le pouvoir, ils n'en veulent surtout pas pour ne pas devoir assumer des décisions impopulaires. Ils veulent se cacher derrière le Conseil fédéral, car ils se révèlent incapables de se coordonner entre eux.»

Mais n'est-ce pas compréhensible que ce soit le Conseil fédéral qui prenne le lead pour obliger le port du masque dans les transports publics, sous peine que les gens n'y comprennent plus rien? «S'il s'agit des CFF, oui, estime notre interlocuteur. Mais pas pour les transports locaux. La probabilité est grande, désormais, que le virus ne frappe pas toutes les régions de la même manière. Pourquoi faudrait-il dès lors des mesures nationales?» Il ne comprend pas non plus pourquoi la Confédération devrait payer pour la réserve hospitalière des Cantons, alors que ces derniers dégagent des centaines de millions de bonus.

Éviter une guéguerre

Comme on le voit, le grand plan de bataille contre le virus cet automne ne part pas sous les meilleurs auspices. Il va falloir régler rapidement ces différends Confédération-Cantons si l'on ne veut pas se retrouver avec une guéguerre stérile et dommageable en pleine nouvelle vague. Le Conseil fédéral devrait trancher la question en mai.

En attendant, une conférence de presse se déroule ce mardi à Berne qui devrait mettre de l'ambiance. Elle dévoilera les résultats d'une évaluation externe sur tout ce qui n'a pas fonctionné dans la gestion de la pandémie jusqu'en été 2021. Avec la cheffe de l'Office fédéral de la santé publique d'un côté et le secrétaire général de la Conférence des directeurs cantonaux de la santé de l'autre

© 24heures.